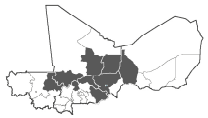


Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières | Burkina Faso, Mali, Niger

Janvier - février 2023

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés non étatiques (GANEs), de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires.

Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans cette zone[1].

Cette évaluation, offre un aperçu périodique de la sévérité relative des besoins multisectoriels et de leur évolution dans la zone transfrontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Plus précisément, l'étude se focalise sur les régions de l'Est, du Sahel et du Nord au Burkina Faso; les régions de Ménaka, Gao, Mopti et Ségou au Mali; et les régions de Tahoua et Tillabéri au Niger.

MÉTHODOLOGIE

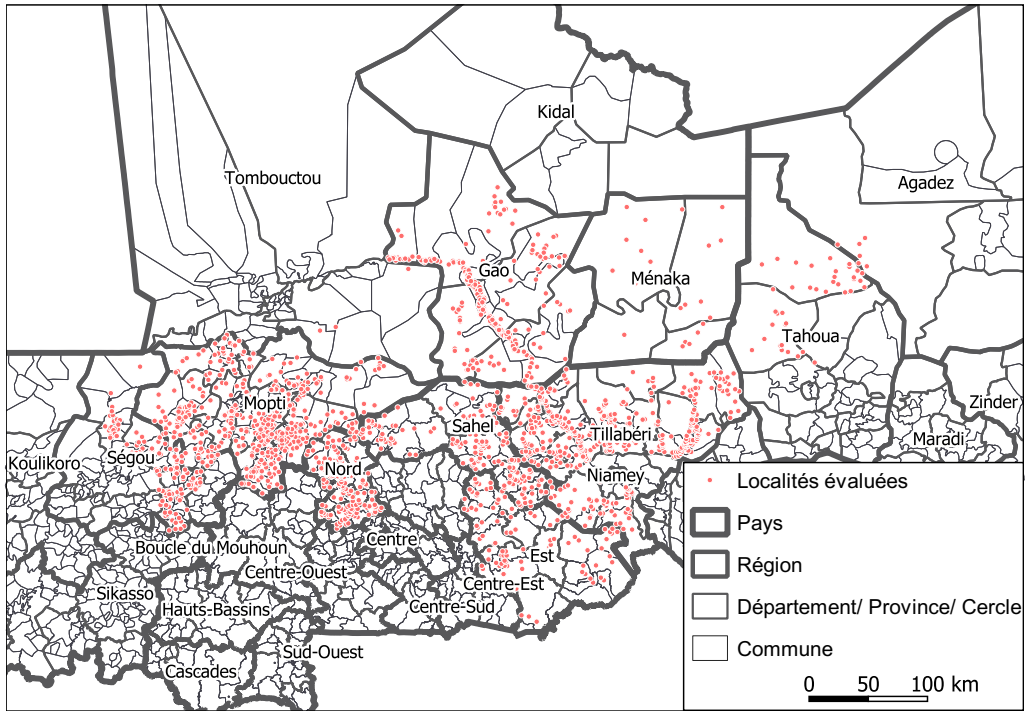
La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance ». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situées sur le territoire le long de la bande frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

Au total, 2 561 localités ont été évaluées via des informateurs-clés (IC)[2]. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'unité administrative 3 (communes) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre janvier et février 2023. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

NOTE À LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte – sauf indication contraire.

Carte 1. Carte des localités évaluées



77% des IC disent avoir visité eux-mêmes la localité sur laquelle ils rapportent des informations au cours du mois précédant la collecte.

23% des IC disent avoir été en contact avec quelqu'un qui était dans la localité sur laquelle ils rapportent des informations au cours du mois précédant la collecte.

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: **www.reach-initiative.org**

1. REACH, Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, octobre 2022
2. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisées en présentiel et à distance (par téléphone).

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
REACH Informing more effective humanitarian act

RÉSULTATS CLÉS

Les informations recueillies au cours des collectes effectuées en octobre-novembre 2022 et en janvier-février 2023, montrent une **détérioration générale de la perception de l'insécurité** dans la zone des trois frontières, notamment dans les régions de l'Est (88%) et du Sahel (84%) au Burkina Faso ; dans les régions de Mopti (94%), Ménaka (93%), Ségou (89%) et Gao (59%) au Mali ; et dans les régions de Tahoua (64%) et Tillabéri (55%) au Niger.

Le pourcentage de localités où les IC rapportent des **incidents sécuritaires**[3] aurait également augmenté enre les deux périodes de collecte, notamment au sein des localités évaluées dans les régions de l'Est (29%) et du Sahel (29%) au Burkina Faso, dans la région de Ménaka (28%) et Ségou (5%) au Mali, et dans les régions de Tillabéri (9%) et Tahoua (7%) au Niger.

Les résultats entre les deux périodes de collecte montrent **un accès toujours plus limité à la nourriture**[4], notamment dans la région de l'Est (57%) au Burkina Faso, dans la région de Ségou (17%) au Mali, et dans la région de Tillabéri (77%) au Niger.

En parallèle, les IC mentionnent l'**absence d'assistance alimentaire**[5] dans plus des deux tiers des localités évaluées dans la région (85% au Niger, 74% au Burkina et 66% au Mali).

Les IC soulignent une **perturbation accrue des activités de subsistance** dans un certain nombre de localités évaluées dans les régions du Nord (41%) et du Sahel (40%) au Burkina Faso, et dans les région de Mopti (74%) et Ségou (11%) au Mali. Au Niger, la situation demeure critique, les IC rapportant une perturbation des activités de subsistance dans plus des deux tiers des localités évaluées à Tahoua (79%).

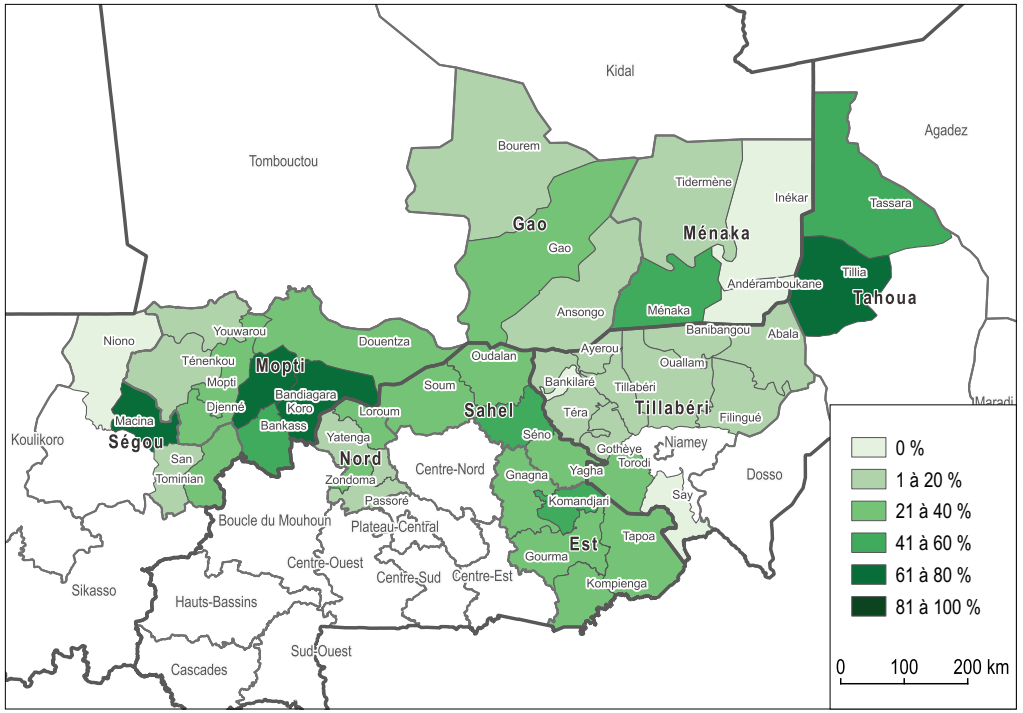
Selon les IC, **les PDI vivent dans des conditions inadéquates**[6] dans plus de la moitié des localités évaluées dans la zone des trois frontières, notamment dans l'ensemble des régions au Burkina Faso (72%), dans les régions de Ségou (81%) et Mopti (80%) au Mali, et dans la région de Tillabéri (70%) au Niger.

Les IC font état d'un **manque d'infrastructures fonctionnelles et accessibles à distance de marche** dans les localités évaluées dans la zone frontalière entre le Mali et le Niger, et notamment de l'absence de **marchés** (72% à Ménaka, 53% à Tahoua) et de **centres de santé** (81% à Ménaka, 26% à Tahoua).

La pratique de la défécation à l'air libre reste très répandue au sein des localités évaluées dans la zone des trois frontières, notamment dans les régions du Nord (60%), de l'Est (51%) et du Sahel (49%) au Burkina Faso, dans la région de Ménaka (77%) au Mali, et dans les régions de Tillabéri (78%) et Tahoua (67%) au Niger.

Finalement, **les services éducatifs continuent d'être peu accessibles**, notamment dans l'ensemble des régions frontalières au Burkina Faso (84% au Sahel, 79% dans l'Est, 54% au Nord), dans la région de Ménaka (84%) au Mali, et dans la région de Tillabéri (29%) au Niger.

Carte 2. % de localités où les IC ont rapporté la présence d'assistance humanitaire

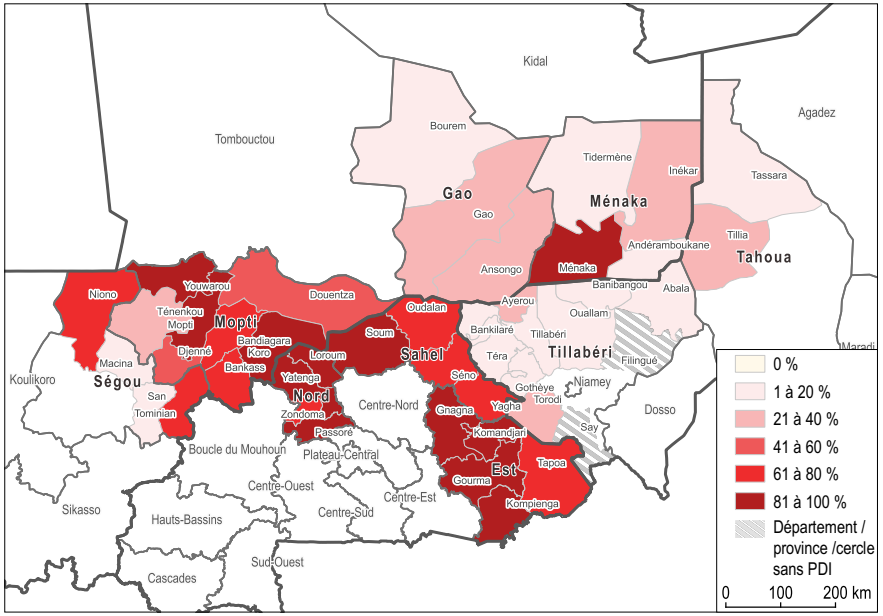


3. Incidents sécuritaires durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés.
4. % de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majeure partie de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture.
5. Humanitaire ou gouvernementale.
6. Selon les normes SPHERE, les conditions adéquates signifient que "l'espace de vie doit être approprié pour la réalisation d'activités quotidiennes telles que dormir, faire la cuisine et se restaurer, se laver, s'habiller, stocker des vivres et de l'eau, et protéger les possessions de la famille et autres éléments essentiels. Il doit préserver l'intimité et une séparation entre les sexes, les différents groupes d'âge et les familles au sein d'un foyer donné dans le respect des normes culturelles et sociales".

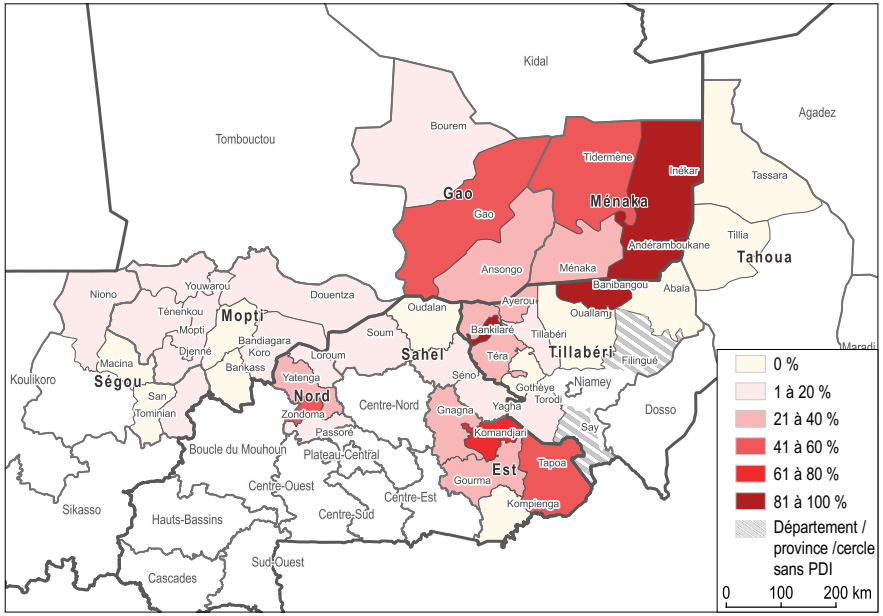
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE REACH Informing more effective humanitarian action

DÉPLACEMENTS

Carte 3. % de localités où les IC ont rapporté la présence de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte



Carte 4. % de localités où les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte



La **présence de personnes déplacées internes (PDI)** est rapportée dans une proportion majeure de localités évaluées dans la région, notamment au Burkina Faso (92% Nord, 82% Est, 75% Sahel) et dans la région de Mopti (70%) au Mali. En parallèle, sur la base des informations recueillies sur les deux périodes de collecte (octobre-novembre 2022, et janvier-février 2023), **la proportion de localités où les IC signalent des arrivées récentes[7] de PDI aurait diminué de manière générale au Mali et au Niger**, mais elle aurait **considérablement augmenté au Burkina Faso**.

Au **Burkina Faso**, les IC ont rapporté l'arrivée récente de PDI dans un nombre élevé de localités dans les régions de l'Est (37%) et du Nord (22%), en hausse par rapport aux informations rapportées pour la période de collecte précédente (octobre-novembre 2022)[8]. Le Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (SP/CONASUR) a enregistré une augmentation de 3% des PDI entre décembre 2022 et janvier 2023[9], dans les régions concernées.

Au **Mali**, bien que le pourcentage de localités rapportant des déplacements récents ait diminué par rapport à la période de collecte précédente, les IC signalent l'arrivée récente de PDI dans une proportion majeure de localités dans les régions de Ménaka (50%) et Gao (31%). D'après OCHA, ces déplacements seraient causés par la recrudescence d'incursions et menaces des groupes armés, notamment dans la région de Gao et dans les cercles d'Anderamboukane et d'Inékar (région de Ménaka)[10].

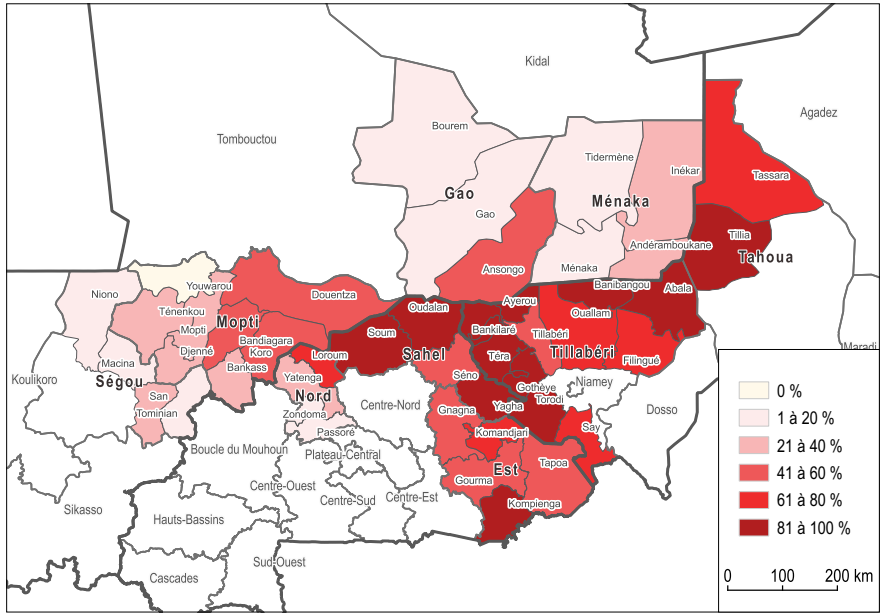
Au **Niger**, l'arrivée récente de PDI est rapportée par les IC dans 18% des localités évaluées dans la région de Tillabéri. D'après OCHA, depuis le début de l'année, environ 18 000 personnes se seraient installées dans les départements de Téra, Bankilaré, Ayerou, Banibangou, Tillabéri et Gothèye, principalement en raison d'incidents sécuritaires[11].

7. Au cours des 30 jours précédant la collecte.
8. REACH HSM 3F, Burkina Faso, Mali, Niger, octobre-novembre 2022.
9. CONASUR, Situation actualisée des PDI du 31 janvier 2023.
10. OCHA Mali, Tableau de bord Accès humanitaire, janvier 2023.
11. OCHA Niger, Mouvements de population dans les régions de Tillabéri et Tahoua, janvier-février 2023.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE REACH Informing more effective humanitarian action

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

Carte 5. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture

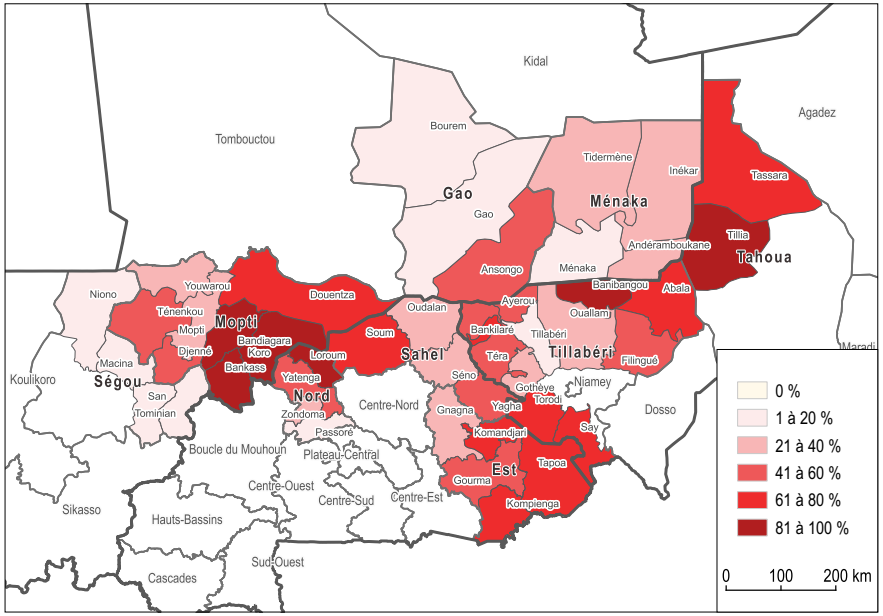


Selon les IC, **les principales raisons expliquant ce manque d'accès à la nourriture** seraient les **prix élevés/manque d'argent** (51% dans l'Est, 47% au Nord, 46% au Sahel au Burkina Faso ; 93% à Tahoua, 42% à Tillabéri au Niger ; 57% à Gao, 45% à Mopti au Mali) et les **stocks épuisés** (46% dans l'Est au Burkina Faso ; 60% à Tahoua, et 50% à Tillabéri au Niger).
En parallèle, une **augmentation des prix des céréales** est rapportée dans la majorité des localités évaluées dans la zone des trois frontières : 80% au Burkina Faso, 79% au Niger et 78% au Mali.

D'après les IC l'**élevage serait l'activité de subsistance la plus perturbée** au cours des 30 jours précédant la collecte, au sein des localités évaluées (83% Burkina Faso, 46% Niger, 40% Mali). Parmi les **principales raisons expliquant la perturbation de l'élevage** du bétail, les IC mentionnent **l'insécurité dans l'accès au pâturage** (86% Burkina Faso, 80% Mali, 61% Niger) et **le vol de bétail** (76% Niger, 69% Mali, 63% Burkina Faso).

12. Projet 21 Sahel, Note de monitoring de protection, janvier-février 2023.
13. FEWS NET, Niger, L'accès alimentaire est réduit suite à l'insécurité et la hausse des prix des denrées alimentaires, février 2023. ; FEWS NET, Mali, L'insécurité entraînera probablement l'Urgence (Phase 4 de l'IPC) à Ménaka en mi -2023, février

Carte 6. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels



Selon le rapport de monitoring de protection d'UNHCR (P21), l'accès à une quantité suffisante de nourriture demeure le besoin prioritaire des populations vivant dans la région[12].

En parallèle, les rapports de FewsNet (Famine Early Warning System Network), signalent que les régions de Tillabéri et le nord de Tahoua au **Niger**, et les régions de Ménaka et Gao au **Mali**, se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire de crise (Phase 3 de l'IPC) à cause de l'épuisement des stocks de céréales, des conditions défavorables des moyens d'existence et des difficultés d'accès à l'assistance humanitaire.

Au **Burkina Faso**, les régions frontalières sont classifiées en situation d'insécurité alimentaire de crise (Phase 3 de l'IPC) et d'urgence (Phase 4 de l'IPC), cette dernière caractérisant notamment les zones qui se trouvent sous blocus en raison de l'insécurité.

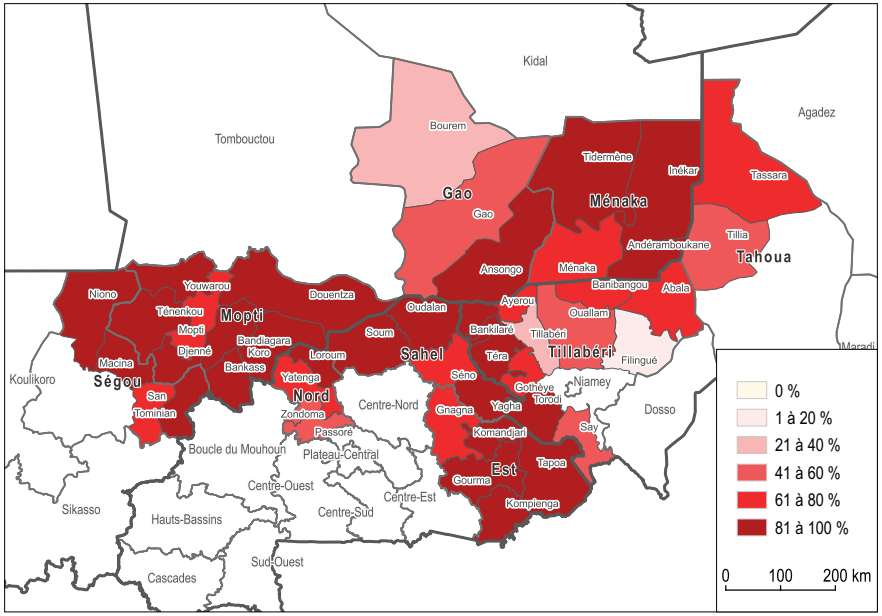
Les mêmes études rapportent également une détérioration des activités pastorales dans les trois pays, dû notamment à la dégradation des ressources fourragères et à l'inaccessibilité des parcours de transhumance à cause de l'insécurité. A cette situation, s'ajoutent la baisse de revenus des ménages et l'augmentation des prix des céréales, relevée dans l'ensemble de la zone Liptako-Gourma[13].

2023. ; FEWS NET, Mali, Les prix élevés continuent de limiter l'accès adéquat des ménages pauvres aux vivres, janvier 2023. ; FEWS NET, Burkina Faso, Des pénuries en denrées de base persistent dans les zones sous blocus, janvier 2023.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
REACH Informing more effective humanitarian action

PROTECTION

Carte 7. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité



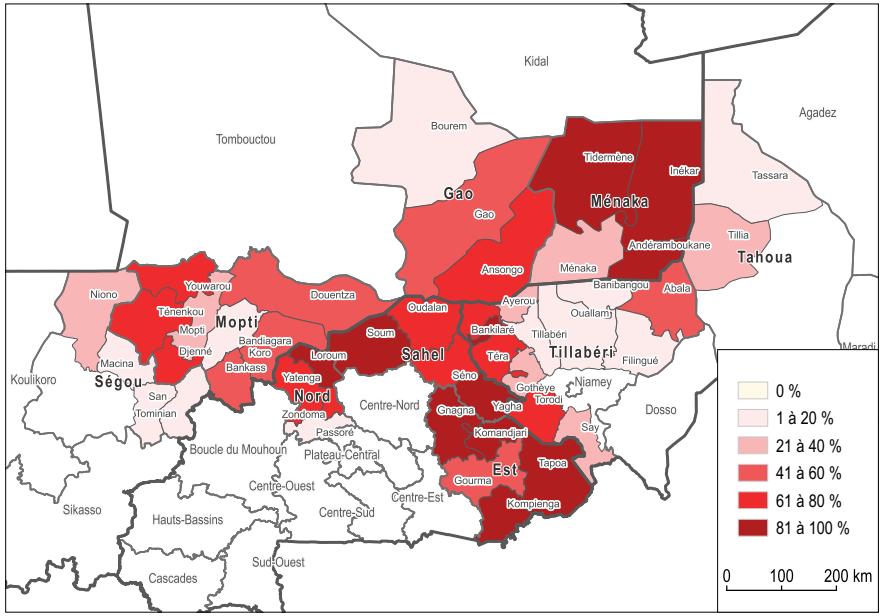
Les **principales inquiétudes sécuritaires** rapportées par les IC seraient le **risque de violence par les groupes armés** (82% Burkina Faso, 42% Mali, 49% Niger), le **vol de bétail** (45% Burkina Faso, 52% Mali, 52% Niger), le **risque d'enlèvement**[14], de **harcèlement**[15], et la **criminalité**[16].

Au **Niger**, le rapport de monitoring régional de protection d'UNHCR (P21) a enregistré une diminution relative des activités des GANEs au début de l'année à Tahoua et à Tillabéri, suivie par une recrudescence des violences en février[17].

D'après OCHA, la situation sécuritaire **dans la zone des trois frontières** demeure fragile en raison des incursions des GANEs, caractérisées par des extorsions d'argent, des enlèvements, des assassinats et des vols de bétail[18]. En outre, les incursions et les menaces des groupes armés affectent les populations des régions frontalières, rendant ainsi compliqué l'accès humanitaire dans les régions de l'Est, du Nord et du Sahel au Burkina Faso, et dans les régions de Gao, Ménaka, Ségou et Mopti au Mali[19].

ÉDUCATION

Carte 8. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche



Parmi les **facteurs explicatifs de l'accès limité aux services éducatifs** dans la région, les IC mentionnent la **fermeture des écoles suite à une décision de l'État** (56% au Burkina Faso, 53% au Mali, 6% au Niger) et le **manque d'enseignants dans la zone** (59% au Niger, 25% au Burkina Faso, 18% au Mali). En outre, les IC rapportent la **destruction d'infrastructures scolaires suite à des attaques des GANEs** au sein de certaines localités dans la région de l'Est (22%) au Burkina Faso, dans la région de Ségou (5%) au Mali, et dans la région de Tillabéri (9%) au Niger.

D'après les informations recueillies, dans presque la totalité des localités évaluées dans la région, **la population n'utilise aucune stratégie alternative pour faire face au manque de services éducatifs** (90% au Burkina Faso, 82% au Niger, 74% au Mali). Au même temps, les IC rapportent que la population opterait pour l'**école coranique comme stratégie alternative**, dans une certaine proportion de localités évaluées dans les régions de Ségou (37%) et Gao (29%) au Mali, et dans la région de Tahoua (50%) au Niger.

14. Plus précisément : 49% Burkina Faso, 24% Mali, 18% Niger.
15. Plus précisément : 32% Burkina Faso, 27% Mali, 23% Niger.
16. Plus précisément : 25% Burkina Faso, 26% Mali, 19% Niger.
17. UNHCR Niger, Bulletin d'analyse de protection, février 2023.
18. OCHA Niger, Mouvements de population dans les régions de Tillabéri et Tahoua, janvier-février 2023.
19. Projet 21 Sahel, Note de monitoring de protection, janvier-février 2023 ; OCHA Mali, Tableau de bord accès humanitaire, janvier 2023 ; Projet 21 Mali, Situation de protection dans les régions de couverture du monitoring de protection, janvier 2023.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE REACH Informing more effective humanitarian action